

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 quai de Verdun
82000 MONTAUBAN

MONTAUBAN, le 24/10/22

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



ACTION LOGISTICS FRANCE

18-26 rue Goubet
75019 PARIS 19

Références : Inspection n° 82-22-069
Rapport n° 2022-1241
Code AIOT : 0003700515

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/10/2022 dans l'établissement ACTION LOGISTICS FRANCE implanté ZAC GRAND SUD LOGISTIQUE 82370 LABASTIDE ST PIERRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ACTION LOGISTICS FRANCE
- ZAC GRAND SUD LOGISTIQUE 82370 LABASTIDE ST PIERRE
- Code AIOT : 0003700515
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Le site ACTION Logistics est la plateforme logistique de l'enseigne ACTION pour le Sud-Ouest. Il a pour vocation de réceptionner et expédier les marchandises vers les magasins de l'enseigne. Il réalise également le remisage et stockage des invendus et des produits saisonniers. Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 23/01/2017 complété le 27/07/2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des incompatibilités
- Plan de défense incendie

- Moyens de prévention et de protection contre l'incendie
- Condition de stockage
- Rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 8.	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14 > I.	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appr...	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14 > II. A.	/	Sans objet
7	Localisation des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 4.4.5.	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 9.	/	Sans objet
3	Détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 12.	/	Sans objet
6	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 4.3.2.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas mis en place de gestion des incompatibilités pour les produits dangereux stockés dans les deux cellules spécifiques de son site, il n'a pas rédigé de plan de défense incendie encadrant les éventuelles interventions à réaliser en cas d'accident sur le site.

L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant pour les deux points mentionnés qui impactent la sécurité du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 8.
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions produits incompatibles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité. De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines.
Constats : La gestion des matières dangereuses sur site consiste à séparer les aérosols des autres produits dangereux. L'ensemble des matières dangereuses est stocké au sein des cellules dédiées (aérosols et autres). Cette organisation ne fait pas l'objet de mesures de gestion d'incompatibilité par phrase de risque ou type de produit. L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place sous 3 mois une gestion des incompatibilités des produits (acide/base, inflammable/comburant,...) susceptibles d'être stockés dans les deux cellules dédiées aux produits dangereux. Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 9.
Thème(s) : Risques accidentels, conditions de stockage LI et matières dangereuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,- la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à :- 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ;- 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L.
Constats : Le logiciel employé pour la gestion du stockage permet de prendre en compte les conditions de stockage lors de l'attribution d'un emplacement pour les produits entrant. Les allées ont une largeur de 3 m. Les racks ont une hauteur de 9m. Aucun contenant supérieur à 30L n'est stocké sur le site. L'inspection n'a pas constaté lors de sa visite de produit dangereux stocké à plus de 5m dans les cellules dédiées aux produits dangereux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 12.
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage. Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.
Constats : Un système de détection d'incendie est présent sur le site, celui-ci est vérifié 2 fois par an par la société SIEMENS. La dernière vérification est datée du 08/08/2022. Un compte rendu de vérification est disponible et conclut au bon fonctionnement de la détection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14 > I.
Thème(s) : Risques accidentels, PDI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un plan de défense incendie décrivant l'organisation du site en cas de sinistre, notamment :- le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;- l'organisation de la première intervention face à un épandage ou un incendie ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées ou non ouvrées ;- la justification des compétences du personnel susceptible d'intervenir en cas d'alerte notamment en matière de formations, de qualifications et d'entraînements ;- la chronologie et la durée des opérations nécessaires pour l'accomplissement des opérations d'extinction ;- la chronologie et la durée des opérations mises en œuvre par l'exploitant. Ces opérations peuvent comprendre des opérations d'extinction (définies à l'article 2), des opérations permettant d'éviter la propagation d'incendie dans l'attente de l'arrivée des services d'incendie et de secours, etc. ;- la démonstration de l'adéquation, de la provenance et de la disponibilité des moyens en eau et en émulseur nécessaires dont il dispose (en propre, par protocoles d'aide mutuelle ou par conventions de droit privé) pour l'accomplissement des opérations d'extinction ;- la démonstration de l'adéquation, de la provenance et du délai de mise en œuvre des moyens humains et matériels nécessaires aux opérations qu'il met en œuvre. L'exploitant évalue également l'écart entre les moyens humains et matériels dont il dispose (en propre, par protocoles d'aide mutuelle ou par conventions de droit privé) et les moyens complémentaires nécessaires aux opérations d'extinction ;- l'attestation de conformité du système d'extinction automatique accompagnée des éléments prévus au point II. B de l'article 14. Les protocoles d'aide mutuelle ou conventions précisent les moyens ainsi que les délais auxquels s'engagent les parties impliquées, notamment : nature et quantité des moyens de lutte contre l'incendie mis à disposition, délais et conditions dans lesquels les dits moyens sont mis à disposition, période de disponibilité (permanente, heures ouvrées, jours ouvrables etc.). Ces documents sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant informe les services d'incendie et de secours et l'inspection des installations classées dès lors que ces protocoles et conventions nécessitent une mise à jour. Les protocoles existants sont mis à jour au plus tard le 1er janvier 2023. En cas d'usage de moyens fixes d'extinction pouvant être endommagés par l'incendie (y compris leurs supportages), leur mise en œuvre intervient dans un délai maximum de quinze minutes après détection de l'incendie. L'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios de référence suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre conformément aux dispositions du III de l'article 14 :</p>
<p>Constats : L'exploitant ne dispose pas de plan de défense incendie.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place un plan de défense incendie sous 3 mois. Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appr...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14 > II. A.
Thème(s) : Risques accidentels, mesure de débit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau. Le système d'extinction automatique d'incendie est conçu, installé, entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus. Son efficacité est qualifiée et vérifiée par un organisme reconnu compétent dans le domaine de l'extinction automatique. La qualification délivrée par l'organisme précise que l'installation est adaptée aux matières stockées et à leurs conditions de stockage. Avant la mise en service de l'installation, une attestation de conformité du système d'extinction mis en place aux exigences du référentiel professionnel retenu est établie. Cette attestation est accompagnée d'une description du système et des principaux éléments techniques concernant la surface de dimensionnement des zones de collecte, les réserves en eau, le cas échéant les réserves en émulseur, l'alimentation des pompes et l'estimation des débits d'alimentation en eau et, le cas échéant, en émulseur. Ce document est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : Les moyens d'extinction automatique (sprinklage) sont vérifiés 1 fois/an. La société UXELLO effectue la vérification des équipements. La dernière vérification a été réalisée le 13/07/2022.</p> <p>Les poteaux incendie externes au site ont fait l'objet d'un pesage le 08/09/2021 par la société PSL, les débits mesurés sont de l'ordre de 300m3/h.</p> <p>L'inspection a constaté que la dernière vérification des RIA date de septembre 2021 et celle des extincteurs présents sur le site date de août 2021. La société PSL est en charge de ces vérifications. Il y a donc un retard pour ces équipements.</p> <p>L'exploitant a justifié que l'ensemble de ses extincteurs doit être changé cette année et que la vérification est programmée après leur mise en place. L'exploitant a montré à l'inspecteur les extincteurs neufs ayant été réceptionnés et devant être mis en place.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place l'ensemble des nouveaux extincteurs et de faire réaliser la vérification des RIA sous 30 jours.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Délais : 30 jours
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 4.3.2.
Thème(s) : Risques chroniques, connaissance des réseaux de collecte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Constats : Un plan des réseaux a été mis à jour suite au problème survenu sur le bassin pluvial en décembre 2020. Ce plan comporte l'ensemble des canalisations pluviales et localise les exutoires.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Localisation des points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 4.4.5.
Thème(s) : Risques chroniques, respect des conditions de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Débit maximum horaire (m3/h) : 108,5 m3/h
Constats : L'exploitant n'a pas pu présenter de justificatif des caractéristiques de la pompe employée pour le rejet des eaux pluviales et n'a pas pu justifier le respect du débit de rejet maximum. Le point de rejet est positionné conformément à l'arrêté préfectoral. L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre la justification du respect du débit maximum de rejet pour le bassin des eaux pluviales sous 30 jours.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Délais : 30 jours
Proposition de suites : Sans objet